



## **PALAIS DE JUSTICE DE L'ILE DE LA CITÉ**

### **RESTAURATION DU PALAIS DE LA CITÉ NORD** **Opérations définitives anticipées**



**Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)**  
**Travaux intérieurs de traitement du plomb**

**Indice 04 en date du 4 février 2025**

**LE BUREAU**  
**D'ÉTUDES**

58 rue des Grands Champs - 75020 Paris  
[contact@lebureaudetudes.fr](mailto:contact@lebureaudetudes.fr)

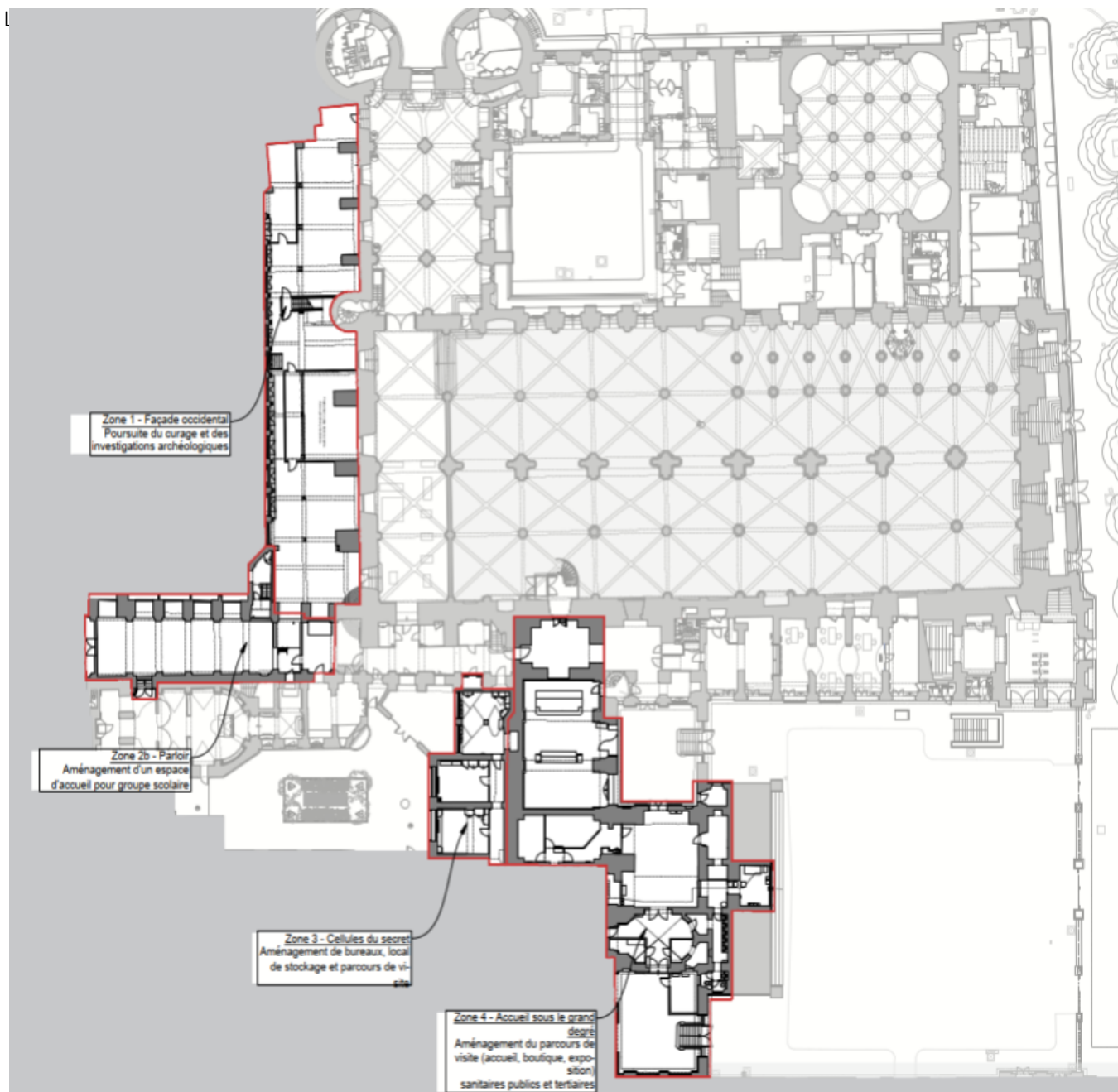
<b>1</b>	<b>PRESENTATION DES TRAVAUX</b>	<b>4</b>
1.1	Présentation de l'opération	4
1.2	Connaissance des lieux	5
1.3	Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante	6
1.4	Rapport de repérage du plomb avant travaux	6
1.4.1	Rapport de référence	6
<b>2</b>	<b>PRESCRIPTIONS GENERALES</b>	<b>7</b>
2.1	Responsabilités de l'entrepreneur	7
2.2	Mesures d'éviction du personnel du chantier	7
2.3	Qualifications de l'entreprise pour le déplombage	7
2.4	Sécurité incendie : principes généraux	7
2.5	Précautions et mises en sécurité	7
2.6	Travail à la chaleur	7
2.7	Nettoyage de chantier	8
2.8	Installations électriques	8
2.9	Contrôle des zones de déplombage	8
2.9.1	Avancement des travaux et reportages photographiques	8
2.9.2	Contrôles du maître d'œuvre	8
2.10	Déchets de chantier	9
2.10.1	Matériaux et produits provenant des travaux	9
2.10.2	Stockage des déchets	9
2.10.3	Transport des déchets	9
2.10.4	Traitement des déchets : généralités	10
2.11	Rapport de fin d'intervention	10
<b>3</b>	<b>DESCRIPTION DES TRAVAUX</b>	<b>11</b>
3.1	Installations de chantier	11
3.1.1	Organisation du chantier	11
3.2	Fournitures des équipements de protection individuelle de la maîtrise	11
3.2.1	Casques & bottes	11
3.2.2	Protections respiratoires (masques à ventilation assistée)	11
3.3	Consignations et purges de réseaux	11
3.3.1	Généralités	11
3.4	Réseaux de chantier	11
3.4.1	Électricité	11
3.4.2	Eau	11
3.5	Traitement des peintures au plomb	12

3.5.1	Cadre réglementaire des travaux sous risque plomb	12
3.5.2	Contrôles des niveaux d'exposition aux poussières de plomb (VLEP) et tests lingettes	12
3.5.3	Accès aux locaux de la base-vie de chantier	13
3.5.4	Mesures surfaciques (tests lingettes)	13
3.5.4.1	Fréquence des mesures	13
3.5.4.2	Modalités de réalisation des mesures	13
3.5.5	Déplombage des surfaces peintes	14
3.5.6	Périmètre des déplombages	15
3.5.6.1	Façade occidentale – zone 1	16
3.5.6.2	Cellules du secret – zone 3	17
3.5.6.3	Accueil sous le grand degré	18
3.5.7	Autres travaux en risque plomb	18
3.5.7.1	Curage du second œuvre	18
3.5.7.2	Démolition des planchers	18

# 1 PRESENTATION DES TRAVAUX

## 1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

Dans le cadre du chantier de restructuration du bâtiment B5 dans sa totalité (espaces affectés aux Ministères de la Justice et de la Culture, les interventions anticipées, objet du présent cahier des charges, ont pour objectif principal le maintien de l'accueil du public au sein du monument de la Conciergerie pendant toute la durée du chantier.



Le Palais de Justice est classé en totalité au titre des Monuments Historiques.

Les travaux du présent lot sont principalement les suivants :

- Installation des réseaux de chantier (électricité et eau) indépendants des réseaux existants ;
- Installation des éclairages de chantier à l'intérieur des zones de travail ;
- Installation des zones confinées pour le traitement du plomb ainsi que pour le curage et les démolitions ;
- Déplombage par retrait des peintures au plomb sur les murs intérieurs ;
- Déplombage des plafonds par ponçage ;
- Aspirations des poussières et nettoyages ;
- Nettoyages finaux ;
- Mesures plomb libératoires ;

**Les prestations suivantes sont hors lot :**

- Démolitions structurelles en conditions plomb
- Déplombage des structures métalliques
- Reprise d'enduits après déplombage des plafonds, murs intérieurs.

## **1.2 CONNAISSANCE DES LIEUX**

---

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans le dossier, l'entrepreneur doit procéder à la reconnaissance des lieux en vue d'apprécier l'importance, l'état et la disposition des ouvrages existants et des divers aménagements intérieurs restant en place, ainsi que les difficultés et sujétions d'exécution. L'entrepreneur est donc tenu de contrôler et de compléter, par un examen sur place (**la visite des lieux est obligatoire et le titulaire doit prendre rendez-vous avec la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage ou ses représentants habilités préalablement à la remise de son offre**), les indications qui lui sont fournies dans les pièces écrites, les pièces annexes jointes au dossier et les pièces graphiques.

Lors de la visite obligatoire des lieux, il vérifiera l'exactitude des informations portées sur les plans et les pièces écrites et prendra la juste mesure des contraintes particulières liées à la configuration du site, la nature des voies d'accès, les abords, servitudes qui pourraient avoir une incidence directe ou indirecte sur le déroulement des travaux.

Au besoin il est en mesure de solliciter le maître d'ouvrage ou ses représentants habilités pour recueillir les compléments d'informations qu'il jugerait utiles pour l'établissement de son offre.

Le titulaire est donc réputé être en mesure d'apprécier l'ensemble des contraintes liées au site et à son environnement et en avoir tenu compte dans son offre. En aucun cas, il ne pourra se prévaloir d'insuffisance ou omission pour demander une quelconque indemnité ou délai complémentaire.

De plus, il est censé avoir effectué sa propre identification de tous les déchets et l'évaluation des quantités en jeu pour remettre son offre.

Il ne pourra être invoqué ni erreur, ni omission, ni imprécision du présent document pour justifier la remise en cause des travaux et leur parfait achèvement, ainsi que les incidences dues à l'état des constructions existantes, y compris celles moyennées de l'opération, des difficultés d'accès et d'organisation de chantier étant entendu que l'entrepreneur s'est rendu compte de la nature et de l'importance des travaux à réaliser.

En tout état de cause, s'il constatait une quelconque omission ou imprécision, il devrait immédiatement le signaler au Maître d'ouvrage ou ses représentants habilités pour obtenir les renseignements complémentaires avant remise de son offre.

Par le fait de soumissionner, chaque concurrent contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux de sa profession nécessaires pour le complet et parfait achèvement de la prestation du marché.

### 1.3 RAPPORT DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

---

Les diagnostics à prendre en compte sont les rapports réalisés par L3A du 20/07/2022 pour le rapport n° 00270079 A Rev1 et du 23/11/2022 pour le rapport n°00272989 A.

Il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

### 1.4 RAPPORT DE REPERAGE DU PLOMB AVANT TRAVAUX

---

#### 1.4.1 Rapport de référence

Les diagnostics à prendre en compte sont les rapports réalisés par L3A du 05/10/2022 pour le rapport n°00271623 P V4 et du 23/11/2022 pour le rapport n°00272989 P

L'interprétation minimale et commune de ces rapports que les entreprises du chantier doivent retenir est la suivante :

- Les volumes fermés ou inaccessibles contiennent des poussières de plomb en quantité ;
- La majorité des surfaces de la structure du bâtiment présente ponctuellement des peintures au plomb. Les entreprises du chantier prennent en compte cette présence de plomb dans les peintures de la structure et des maçonneries et adaptent leurs analyses de risque et leurs méthodologies à cette contrainte ;

***Par ailleurs, les prescriptions figurant dans ce document s'imposent à l'entreprise tout comme les éventuelles demandes complémentaires des organismes de contrôles (inspection du travail et CRAMIF) que l'entreprise intègre dans son prix de vente.***

***L'entreprise ne peut se prévaloir des demandes des organismes de contrôle durant les travaux pour justifier une augmentation de son prix.***

## **2 PRESCRIPTIONS GENERALES**

### **2.1 RESPONSABILITES DE L'ENTREPRENEUR**

L'entrepreneur titulaire du présent marché est tenu pour seul et unique responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés lors des travaux de curage, de traitement du plomb et de désamiantage et de tous les travaux induits qui se seraient produits sur les zones de chantier, abords, voies d'accès, servitudes ou voiries publiques. Il en devra tous les travaux de remise en état à neuf à l'identique et devra prendre à sa charge l'ensemble des frais directs ou indirects en découlant.

Ces dédommagements pourront, le cas échéant être destinés aux dégâts occasionnés au voisinage ou aux tiers. Il sera également rendu responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité, dus à une carence de moyens, de manque de protection ou de signalisation.

### **2.2 MESURES D'EVICITION DU PERSONNEL DU CHANTIER**

Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre peuvent interdire l'accès au chantier aux membres du personnel d'une entreprise non agréée.

Par ailleurs, pour insubordination, incapacité ou défaut de probité, non-respect des mesures de sécurité ou de contrôle d'accès, injure à caractère raciste, antisémite ou discriminatoire, comportement violent ou menaçant, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage ou ses représentants habilités ont le droit d'exiger de l'entrepreneur qu'il retire du chantier toute personne qu'il emploie.

### **2.3 QUALIFICATIONS DE L'ENTREPRISE POUR LE DEPLOMBAGE**

L'entreprise du présent lot doit justifier de références en matière de travaux de traitement du plomb sur des chantiers de réhabilitation patrimoniale ou de monuments historiques.

### **2.4 SECURITE INCENDIE : PRINCIPES GENERAUX**

Lors des travaux, chaque zone de travail fera l'objet d'un contrôle rigoureux des moyens de lutte contre l'incendie. Les zones de stockage de matériels seront circonscrites et balisées. Les extincteurs seront positionnés en quantité suffisante à la charge du titulaire.

### **2.5 PRECAUTIONS ET MISES EN SECURITE**

L'entreprise doit impérativement et systématiquement assurer la sécurité contre les risques de chutes avant, pendant et après ses interventions. Ces protections seront réalisées soit par des platelages solidarités entre eux et fixés aux parties dures, soit au moyen de garde-corps techniques de chantier normalisés conformes ou tout autre dispositif au choix de l'entreprise pour peu qu'ils respectent ces exigences.

Dans tous les cas, les équipements et dispositifs mis en place devront être conformes, agréés et soumis préalablement au contrôleur SPS et au bureau de contrôle.

### **2.6 TRAVAIL A LA CHALEUR**

Le titulaire met en place un plan d'action sur le chantier prenant en compte les risques liés au travail lors d'épisodes caniculaires ou par fortes chaleurs.

Il applique les mesures et prescriptions de l'INRS résumées ici : <https://www.inrs.fr/risques/chaleur/ce-qu-il-faut-retenir.html>

Fatigue, sueurs abondantes, nausées, maux de tête, vertiges, crampes... Ces symptômes courants liés à la chaleur peuvent être précurseurs de troubles plus importants, voire mortels : déshydratation, coup de chaleur.

Les effets de la chaleur sur la santé sont plus élevés lorsque se surajoutent des facteurs aggravants comme la difficulté de la tâche. La chaleur augmente par ailleurs les risques d'accidents car elle induit une baisse de la vigilance et une augmentation des temps de réaction. La transpiration peut aussi rendre les mains glissantes ou venir gêner la vue. La prévention la plus efficace consiste à éviter ou au moins à limiter l'exposition à la chaleur. Pour cela il est possible d'agir sur l'organisation du travail (augmentation de la fréquence des pauses, limitation du travail physique, rotation des tâches...), l'aménagement des locaux (zones de repos climatisées, ventilation), les matériels et les équipements en associant les représentants du personnel (membres du CSE, CSSCT ou CHSCT) et le service de santé au travail.

Par ailleurs, le titulaire respecte scrupuleusement les temps de vacations indiqués dans la littérature scientifique et technique lors des travaux de désamiantage ou déplombage sous port de protections respiratoires (courbe du Docteur Jean-Pierre Meyer).

## **2.7 NETTOYAGE DE CHANTIER**

---

L'entreprise doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer l'état sanitaire au quotidien de sa zone de travaux. Pour ce faire, elle devra le nettoyage régulier de façon à assurer un état de salubrité satisfaisant.

Toutes les circulations verticales ou horizontales doivent assurer la libre circulation. Elles seront débarrassées de tout encombrant ou résidus pendant toute la période de travaux.

Les circulations verticales et horizontales seront constamment tenues propres.

Aucun stockage ne sera toléré. Les résidus et gravois sont évacués à l'avancement des travaux.

Dans le cas d'une défaillance de la part de l'entreprise ou d'une inobservation, le donneur d'ordre se réserve le droit de missionner une entreprise extérieure spécialisée dont les prestations seront imputées à l'entreprise défaillante.

## **2.8 INSTALLATIONS ELECTRIQUES**

---

Les installations électriques de chantier propres aux travaux de déplombage sont conçues conformément aux articles R4215-3 à R4415-17 du Code du Travail.

Elles seront impérativement vérifiées par un organisme extérieur de contrôle avant démarrage du chantier.

Excepté les installations de protections collectives devant rester sous tension (unités déprimogènes), toutes les machines présentes dans l'enceinte du chantier doivent être mises hors tension et débranchées physiquement en dehors des heures de travail de l'entreprise, ceci afin de prévenir le risque de survenance d'un incendie due à une surtension ou un court-circuit.

Les installations de chantier seront branchées sur le coffret de chantier et en aucun cas sur les prises de courant de l'existant.

Un disjoncteur différentiel 30mA en tête devra être obligatoirement installé.

## **2.9 CONTROLE DES ZONES DE DEPLOMBAGE**

---

### **2.9.1 Avancement des travaux et reportages photographiques**

Le titulaire du présent lot rend compte à la maîtrise d'œuvre de l'avancement des travaux en zone confinée de manière hebdomadaire et transmet pour chaque zone confinée un reportage photographique permettant de visualiser cet avancement, les difficultés rencontrées et les événements à remonter à la maîtrise d'œuvre.

### **2.9.2 Contrôles du maître d'œuvre**

Chaque zone de travail peut faire l'objet d'un contrôle de la maîtrise d'œuvre à tout moment. Le titulaire doit alors toutes les mesures correctives demandées par le maître d'œuvre.

Les points d'arrêt liés aux travaux de déplombage (tests d'étanchéité, contrôle du confinement et des installations techniques de déplombage, contrôle en fin de déplombage) doivent être réalisés par un représentant de l'encadrement de l'entreprise et consignés sur procès-verbal.



## 2.10 DECHETS DE CHANTIER

---

### 2.10.1 Matériaux et produits provenant des travaux

Le titulaire a la responsabilité de tous les matériaux et produits provenant des travaux, et de ses déchets d'emballage et consommables (ou résidus de consommable).

Le titulaire respecte les orientations du titre IV du livre V du code de l'environnement concernant l'élimination de tous les types de déchets et l'ensemble des activités qui s'y rapportent (collecte, transport, stockage, tri, traitement...).

Les principes définis sont notamment :

- limiter ou traiter la fraction polluante ou le caractère dangereux des déchets non valorisés avant leur stockage définitif,
- organiser le transport des déchets et le limiter en distance et en volume (principe de proximité),
- valoriser les déchets par réemploi, réutilisation, recyclage, ou toute autre action visant à obtenir, à partir de ces déchets, des matières premières secondaires ou de l'énergie,
- limiter l'enfouissement aux seuls déchets ultimes, sans autre fin possible (depuis le 1er juillet 2002).

Parallèlement, le titulaire doit se conformer à :

- l'interdiction d'abandon (article L. 541-3 du code de l'environnement) sous couvert d'une cession à titre gratuit ou onéreux;
- l'interdiction du brûlage (article L. 541-25 du code de l'environnement) des déchets dès lors que l'entreprise n'est pas en conformité avec le titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées;
- l'interdiction de certains mélanges : notamment le producteur de déchets se doit de séparer les huiles usagées (décret du 21 novembre 1979), les PCB (décret du 2 février 1987), et les déchets d'emballages industriels et commerciaux (décret du 13 juillet 1994) d'avec les autres catégories de déchets;
- l'interdiction de rejets non conformes dans le réseau d'assainissement collectif;
- l'interdiction d'enfouissement des déchets bruts (article L. 541-24 du code de l'environnement).

L'obligation environnementale conduit naturellement à l'exigence de tri et le titulaire garantit le non-mélange des déchets pour chacun des conteneurs.

### 2.10.2 Stockage des déchets

Le stockage de déchets à l'intérieur des bâtiments n'est pas toléré sur la durée du chantier. Seul est toléré et soumis à l'approbation du maître d'œuvre le stockage « tampon » de déchets lors de la décontamination et la sortie des déchets plombés de zone confinée et le stockage.

### 2.10.3 Transport des déchets

L'obligation de transparence impose la traçabilité des déchets. Les déchets sont pesés (par catégories triées au titre de la nomenclature des déchets), suivis par l'établissement et la mise à jour d'un tableau de suivi des déchets donnant l'état de chacun des Bordereaux de Suivi des Déchets.

Dans le cas particulier des déchets spéciaux (substance réputée dangereuse au titre de la nomenclature des déchets), est utilisé un BSD.

L'entreprise justifie de toutes les évacuations de déchets par la production des bons de réception des centres de traitement par catégorie.

#### **2.10.4 Traitement des déchets : généralités**

Le titulaire :

- conditionne les déchets conformément aux exigences des installations classées destinataires et prend à sa charge les éventuels tests de lixiviation;
- respecte l'obligation de tri sur place et lorsque cela n'est pas possible l'utilisation d'un centre de tri ;
- fournit, renseigne et attribue un numéro chrono aux Bordereaux de Suivi des Déchets ;
- assure le suivi des évacuations par la diffusion des tableaux récapitulatifs mensuels ;

#### **2.11 RAPPORT DE FIN D'INTERVENTION**

---

A l'issue de ses travaux, le titulaire fournit son rapport de fin d'intervention.

Celui-ci comprend :

- la lettre de commande précisant la nature et le périmètre des travaux de déplombage à réaliser ;
- la copie du KBis de l'Entreprise ayant réalisé les travaux de retrait, ainsi qu'une copie de ses qualifications professionnelles et ses assurances ;
- la copie du rapport de diagnostic et de repérage du plomb avant travaux ;
- le cahier de charges précisant les conditions d'exécution des travaux de déplombage ;
- le PPSPS des travaux de déplombage ;
- le détail de phasage des interventions pour chaque zone traitée ;
- le PGC simplifié du coordinateur de sécurité SPS, ainsi que le procès-verbal de l'inspection commune et le registre journal ;
- l'ensemble des mesures des chantiers tests ;
- l'ensemble des procès-verbaux d'auto-contrôles et notamment ceux afférents à la restitution des zones de travail ;
- l'ensemble des procès-verbaux des contrôles visuels ;
- l'ensemble des bordereaux de suivi de déchets et des attestations de traitement avec un tableau récapitulatif indiquant pour chaque transport la date, le poids des déchets, la destination sous forme de tableau de type EXCEL ;

Le rapport de fin d'intervention (RFI) devra être signé par le responsable des travaux de l'entreprise ayant effectué les travaux de déplombage.

## 3 DESCRIPTION DES TRAVAUX

### 3.1 INSTALLATIONS DE CHANTIER

#### 3.1.1 Organisation du chantier

L'Entreprise titulaire du présent lot a à sa charge :

- L'ensemble des consignations, coupures et purges des réseaux,
- Tous les transports, livraisons et acheminements sur le site pour ses travaux,
- Tous les moyens de levage de manutention et d'approvisionnement nécessités par ses travaux ainsi que leur maintenance,
- Les protections, balisages, signalétiques réglementaires et informations du public,
- L'ensemble des éclairages de sécurité,
- La mise en place de toutes les protections anti-chutes, et équipements de sécurités compris remaniements et adaptations au gré de l'avancement.

### 3.2 FOURNITURES DES EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE DE LA MAITRISE

#### 3.2.1 Casques & bottes

Le titulaire assure aux visiteurs occasionnels et à l'ensemble des membres et représentants de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre les casques et bottes indispensables aux visites du chantier.

#### 3.2.2 Protections respiratoires (masques à ventilation assistée)

Le titulaire fournit à la maîtrise d'œuvre de déconstruction deux masques à ventilation assistée neufs qui lui seront restitués à l'issue des travaux.

### 3.3 CONSIGNATIONS ET PURGES DE RESEAUX

#### 3.3.1 Généralités

Le titulaire prend à sa charge l'ensemble des opérations de mise à l'arrêt, consignations et purges des réseaux indispensables au traitement du plomb.

Les consignations électriques sont attestées par des certificats de consignations émis par une entreprise spécialisée et habilitée à la charge du titulaire du présent lot. Elles sont délivrées préalablement aux travaux de déplombage.

### 3.4 RESEAUX DE CHANTIER

#### 3.4.1 Électricité

Le titulaire réalise l'ensemble des installations électriques de chantier pour ses travaux.

Le titulaire prend possession du bâtiment en l'état avec sa puissance électrique existante. Dans le cas où la puissance électrique existante sur site ne serait pas suffisante, il serait à la charge du titulaire de faire modifier la puissance pour que celle-ci soit suffisante pour ses travaux.

#### 3.4.2 Eau

La plomberie de chantier fait l'objet d'un réseau indépendant de l'existant.

### 3.5 TRAITEMENT DES PEINTURES AU PLOMB

---

#### 3.5.1 Cadre réglementaire des travaux sous risque plomb

Il appartient au titulaire de faire son analyse de risques et de prendre toutes dispositions permettant le respect des prescriptions du Code du Travail relatives au risque d'exposition aux poussières de plomb et notamment :

- article R4412-149 définissant les valeurs limites d'exposition professionnelle des agents chimiques présents dans l'atmosphère des lieux de travail ;
- article R4412-152 définissant les valeurs limites biologiques à ne pas dépasser ;
- articles R4412-156 & 157 définissant les principes d'aménagement des sas de travail des zones de retrait de plomb ;
- article R4412-160 imposant une surveillance médicale renforcée des travailleurs en cas notamment d'exposition à une concentration de plomb dans l'air supérieure à 0,05 mg/m<sup>3</sup>

L'entreprise répond aux prescriptions des R4412-156 & 157 du Code du Travail définissant les principes d'aménagement des sas de travail des zones de retrait de plomb, à savoir :

- les travailleurs exposés au plomb ou à ses composés disposent de deux locaux aménagés en vestiaires collectifs situés près de la sortie de l'établissement, le premier étant exclusivement réservé au rangement des vêtements de ville et le second au rangement des vêtements de travail.
- des douches assurent la communication entre les deux vestiaires.
- l'employeur veille à ce que les travailleurs exposés n'accèdent au second vestiaire qu'après avoir déposé dans le premier leurs vêtements de ville et ne pénètrent dans ce dernier, postérieurement à toute intervention les exposant au plomb et à ses composés, qu'après leur passage dans les installations de douches.

Les protections respiratoires doivent permettre le respect des articles R4412-159 et R4412-152 du Code du Travail à savoir :

- valeur limite d'exposition professionnelle en plomb métallique et ses composés fixée à 0,1 mg/m<sup>3</sup> sur une période de référence de 8 heures, moyenne pondérée dans le temps;
- valeurs limites biologiques à ne pas dépasser fixées pour les femmes et les hommes à respectivement 300 microgrammes et 400 microgrammes par litre de sang ;

#### 3.5.2 Contrôles des niveaux d'exposition aux poussières de plomb (VLEP) et tests lingettes

L'entreprise doit, selon les prescriptions du code du travail, les contrôles des expositions des salariés.

La fréquence des prélèvements est mensuelle pour chaque type de situation à risque d'exposition. Les résultats sont transmis à la maîtrise d'œuvre dans un délai maximal d'une semaine après prélèvement.

Les prélèvements sont réalisés par pompage sur membrane filtrante de la fraction inhalable selon la norme NF X43-257 par un laboratoire accrédité pour l'échantillonnage et les prélèvements.

Les analyses sont réalisées selon la norme NF X 43-275 par un laboratoire accrédité.

Il est entendu que dès lors que des particules de plomb sont mesurées au poste du travail, le titulaire du présent lot doit adapter les protections individuelles et collectives à la situation selon sa propre analyse de risque.

Le titulaire réalise également des mesures des expositions aux poussières totales, poussières alvéolaires et silice afin de respecter les dispositions de l'article R4222-10 et R4412-149 du Code du Travail.

### **3.5.3 Accès aux locaux de la base-vie de chantier**

Le titulaire respecte impérativement les mesures d'hygiène à l'entrée des locaux de la base-vie de chantier.

Ces mesures d'hygiène et de protection sont les suivantes :

- passage au-travers d'un pédiluve équipé de systèmes de filtration;
- nettoyage obligatoire des mains à l'aide des lavabos prévus à cet effet.

L'installation des lave-mains et pédiluves ainsi que leur entretien et leur maintenance sont à la charge du titulaire durant toute la durée du chantier.

Ces dispositifs ont pour objectif d'empêcher la propagation de poussières chargées en plomb dans les vestiaires, sanitaires, réfectoires et bureaux de chantier.

Ils viennent en complément de nettoyages quotidiens de la base-vie (sols, tables, chaises et armoires).

### **3.5.4 Mesures surfaciques (tests lingettes)**

#### **3.5.4.1 Fréquence des mesures**

L'entreprise réalise des mesures surfaciques pour chaque situation à risque d'exposition au plomb ou pour chaque zone de travail. L'objectif est de restituer la zone de travail aux autres corps d'état dans le respect du seuil de 500 µg/m<sup>2</sup> et à des valeurs les plus basses possible.

#### **3.5.4.2 Modalités de réalisation des mesures**

Une mesure surfacique est réalisée par prélèvement par lingette des poussières au sol selon l'arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb par un diagnostiqueur certifié par un organisme accrédité par le COFRAC.

L'analyse est réalisée selon la norme NF X 46-032 par un laboratoire accrédité pour l'activité « Essais de détermination du plomb dans les bâtiments » Environnement / bâtiment et matériaux / Analyses physico- chimiques. »

Le préleveur et le laboratoire font l'objet d'une demande d'agrément de sous-traitance auprès de la maîtrise d'ouvrage. A l'appui de la demande d'agrément de sous-traitance, le titulaire fournit des exemples de rapports fournis par le sous-traitant proposé.

Le maître d'ouvrage peut alors refuser l'agrément en cas de jugement insatisfaisant des rapports présentés.

Les résultats des mesures surfaciques sont présentés dans un rapport comportant pour chaque prélèvement une photographie du prélèvement (cadre du gabarit de prélèvement posé sur le support) et un plan de localisation.

Une synthèse des résultats est également présentée sous forme de tableau.

Les procès-verbaux d'analyses sont annexés au rapport.

Les analyses sont réalisées dans un délai maximal de 48H00 après le prélèvement de poussières.

Le titulaire réalise dans le cadre de ses travaux 2 types de mesures :

- Les mesures initiales, préalablement aux travaux ;
- Les mesures de contrôle en cours de travaux ;
- Les mesures de restitution localisées aux mêmes endroits que les mesures initiales.

### 3.5.5 Déplombage des surfaces peintes

Pour les surfaces de peintures et donc prévues rendues visibles à la livraison du chantier, le titulaire assure le retrait des peintures au plomb avec un objectif de teneur résiduelle en plomb maximale de  $0,3 \text{ mg/cm}^2$ .

Il procède au retrait des peintures par ponçage des surfaces et usage de décapants en traitement préalable au besoin.

Le recours à des disqueuses et des burineurs est proscrit.

Le titulaire a recours à des ponceuses avec aspiration à la source avec papier de verre abrasif.



Exemple de ponceuses avec papier abrasif



Exemple de surfaces non conformes avec traces préjudiciables de disques après déplombage



Exemple de surfaces conformes après déplombage

### 3.5.6 Périmètre des déplombages

Les déplombages seront réalisés dans les zones suivantes :

- Plafond de la pièce R90 au E0 cellules du secret -zone 3 pour préparer les démolitions de voiles
- Ponçage du mur des futurs sanitaires et de la future cuisine de la pièce K22 au E0 des cellules du secret - zone 3
- Ponçage ponctuel de la pièce K66 dans la zone 4 accueil sous le grand degré



### 3.5.6.1 Façade occidentale – zone 1

Dans la zone 1 : Façade occidentale, des poutres sont à démolir.

Démolition - Zone 1 : Façade de la Grand' Salle  
PHT RDC - Zone 1B



**Légende**  
Zone 1 : Façade de la Grand' Salle



KIEPHREN  
LABORATOIRES

TO2	11 - PARIS 105	PALAIS DE JUSTICE
Ind 0	Restoration Palais de la Cité nord	GO
DEM	Plans de démolition - zone 1B	REV 001
02	Architecte : Christophe BOTTIGNOL - Architecte en chef des opérations de restauration	

D'après le diagnostic plomb avant travaux, ces poutres sont recouvertes de peinture au plomb.





Il conviendra donc de prendre en compte ce risque lors de la démolition des poutres métalliques en privilégiant un décapage chimique des peintures au plomb avant découpe des fers.

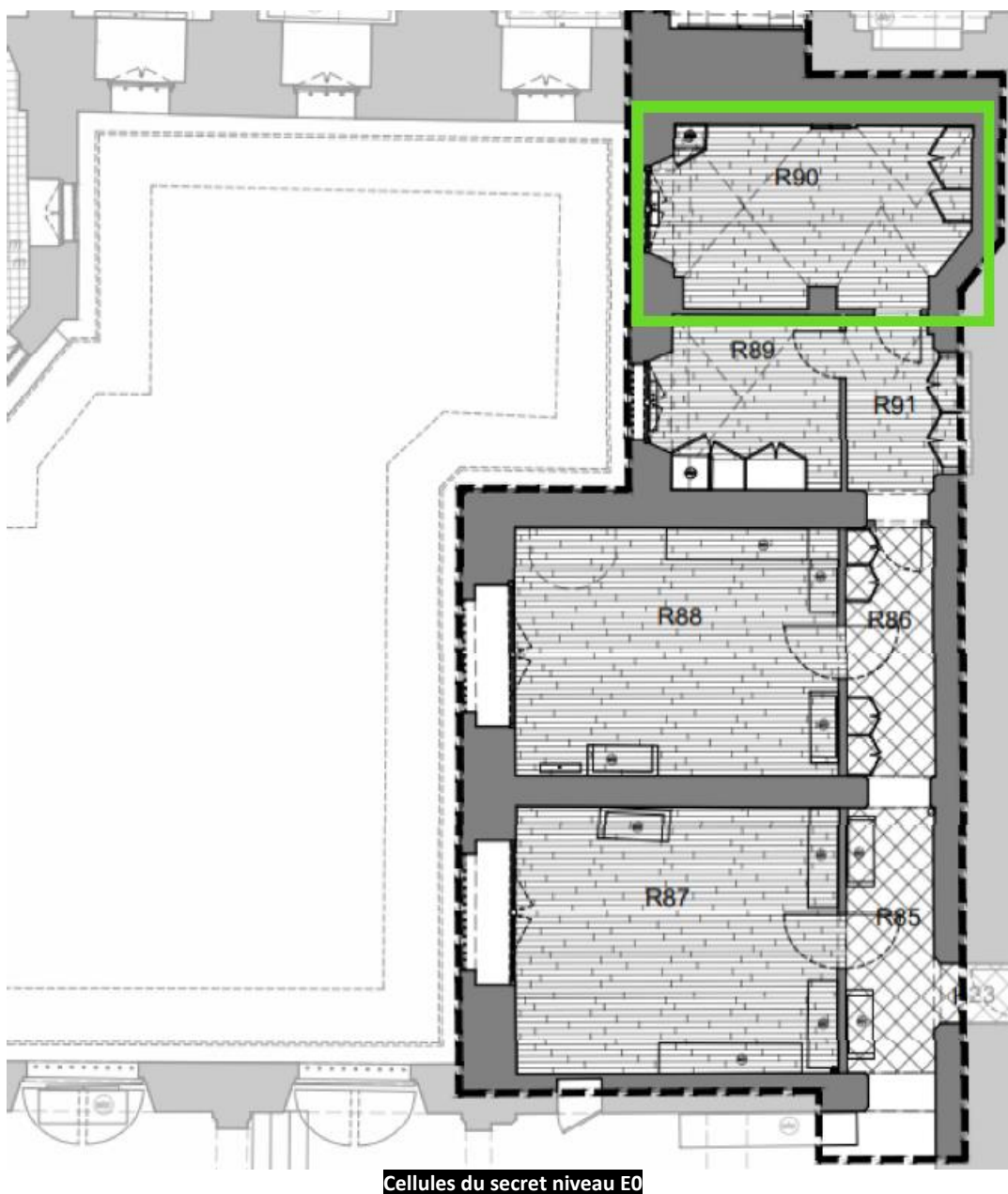
La démolition des poutres s'effectuera selon les mêmes conditions plomb que pour les démolitions de planchers.

A l'issue des travaux, avant démontage des confinements, l'entreprise réalise des mesures de concentration en plomb dans les poussières (tests lingettes) dont les résultats doivent être les plus bas possible et inférieurs au seuil de 500 µg/m<sup>2</sup>.

### 3.5.6.2 Cellules du secret – zone 3

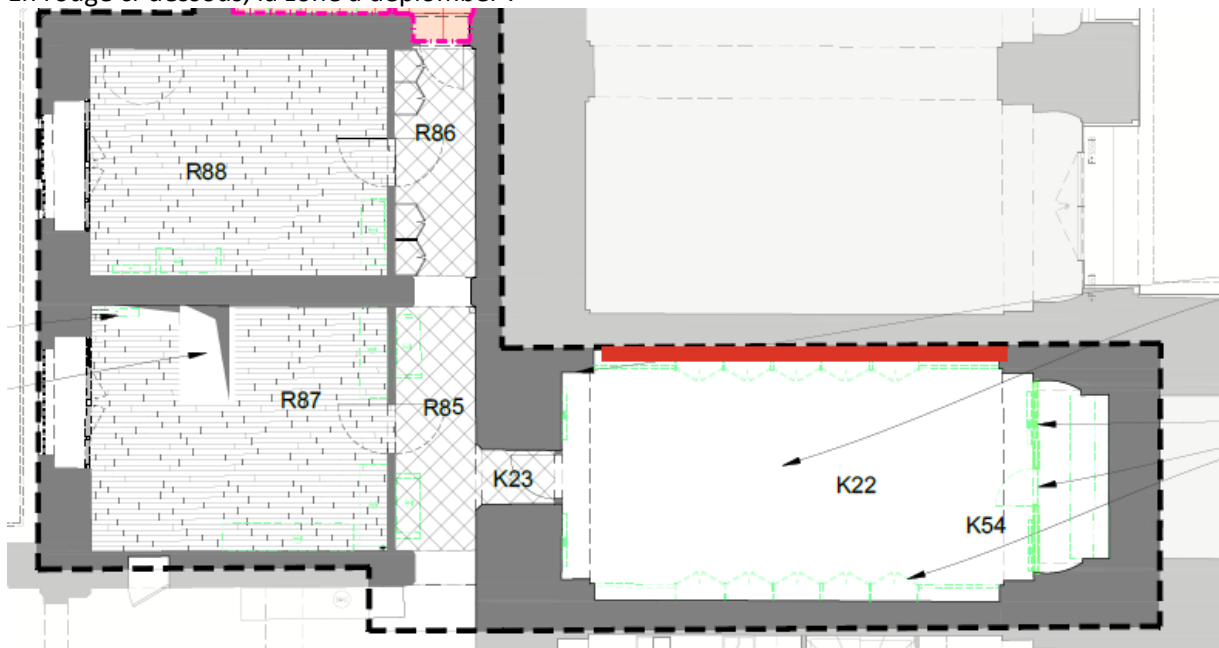
D'après le diagnostic plomb, le plafond des cellules du secret du niveau E0 sont plombées.

Le déplombage du plafond du local R90 se fera en amont des travaux d'ouverture de voile et après les travaux de curage de la zone.



A l'entresol E0 des cellules du secret, une seconde zone est à déplomber. Dans le local K22, le mur qui servira de cuisine et des sanitaires dans le projet est à poncer.

En rouge ci-dessous, la zone à déplomber :



### 3.5.6.3 Accueil sous le grand degré

Dans la pièce K66, une surface d'environ 5 m<sup>2</sup> sera déplombé par ponçage.

## 3.5.7 Autres travaux en risque plomb

### 3.5.7.1 Curage du second œuvre

Dans les zones de travaux, la présence de plomb est avérée amenant à considérer que les opérations de curage doivent être réalisées sous risque plomb en zone confinée, avec sas personnel équipé de douches de décontamination.

Les salariés sont équipés des protections individuelles requises (masques TMP3 à ventilation assistée).

Un sas déchets permet la sortie des déchets au-travers d'une douche de décontamination.

A l'issue des travaux, avant démontage des confinements, l'entreprise réalise des mesures de concentration en plomb dans les poussières (tests lingettes) dont les résultats doivent être les plus bas possible et inférieurs au seuil de 500 µg/m<sup>2</sup>.

### 3.5.7.2 Démolition des planchers

Les démolitions de planchers dans la zone 1 de la Façade occidentale et dans la zone 3 Cellules du secret doivent être réalisées en zones confinées, ventilées avec accès par sas de décontamination équipé d'une douche.

Les salariés sont équipés des protections individuelles requises (masques TMP3 à ventilation assistée).

Un sas déchets permet la sortie des déchets au-travers d'une douche de décontamination.

A l'issue des travaux, avant démontage des confinements, l'entreprise réalise des mesures de concentration en plomb dans les poussières (tests lingettes) dont les résultats doivent être les plus bas possible et inférieurs au seuil de 500 µg/m<sup>2</sup>.